

**Association tunisienne des économistes\* (ASECTU)**

**Appel à communications**

**Les routes du succès des nations :**

**Institutions, développement, croissance et mondialisation**

**6-8 juin 2013, Hammamet (Tunisie)**

Bien que les économistes considèrent le capital humain comme un facteur de développement économique et social, ils soutiennent que c'est l'investissement privé et le commerce international qui génèrent la croissance et l'emploi. Cependant, depuis quelques années, le rôle des institutions dans le développement et la croissance économique a été abondamment étudié (Douglass North, Dani Rodrik ou William Easterly, etc.). Ces auteurs mettent l'accent sur la qualité des institutions comme élément clé pour la croissance, notamment, sous les aspects de protection des droits de propriété, de structures de réglementation, de la qualité et de l'indépendance de l'institution judiciaire et de la compétence bureaucratique. Plus récemment, D. Acemoglu et J. Robinson (2012) avancent que la qualité des institutions politiques et économiques expliquerait la réussite ou l'échec des nations.

Plusieurs travaux empiriques attribuent les écarts internationaux des revenus annuels par habitant à des différences dans la qualité des institutions. Ces écarts iraient d'une centaine de dollars dans certaines régions subsahariennes à plus de 40 mille dollars dans certaines économies avancées. Les pays en développement pourraient sensiblement améliorer leurs performances économiques en améliorant la qualité de leurs institutions, celles-ci (les banques centrales et le système judiciaire par exemple) fixant les règles du jeu en matière économique et étant donc indispensables pour assurer la croissance sur le long terme.

Les institutions de bonne qualité protègent les droits de propriété, gèrent les conflits, respectent la loi et maintiennent l'ordre. Elles garantissent une gestion efficace des biens publics, une bureaucratie efficace, des investissements publics importants en éducation, santé et infrastructure.

Malgré une littérature relativement abondante, les résultats de la recherche comparative ou des études par pays, restent incomplets et de nombreuses questions demeurent sans réponse satisfaisante. L'un des problèmes souvent évoqué avec les théories sur l'importance des réformes institutionnelles, est lié à la difficulté de trouver une mesure quantitative de la qualité institutionnelle. De ce fait, l'étude causale et comparative est difficile à réaliser. Cependant, les analyses de cas pays montrent le rôle central des gouvernements des pays, par opposition aux organisations internationales, dans les expériences de croissance, parce que ceux-ci ont un impact direct sur:

---

\* Avec le partenariat de la fondation allemande Hanns Seidel ; le PNUD Tunisie ; l'Union européenne ; l'OMC et les structures universitaires suivantes : PS2D (FSEG Tunis) ; ESSEC Tunis ; ISCAE Tunis ; U.A.QU.AP (ISG Tunis) ; LEFA (IHEC Tunis) ; FSEG Sousse ; MTPE (FSEG Tunis) ; ECSTRA (IHEC Tunis) ; EAS – FSEG Mahdia

1. La gestion de la sécurité et du respect du droit ;
2. La gestion de la transition institutionnelle nécessaire au soutien de la croissance dans le moyen/long terme ;
3. La gestion interne des conflits sociaux en protégeant les pauvres et les marginalisés ;
4. La gestion des infrastructures qui sont à même d'encourager l'investissement privé et de réduire les coûts de transaction ;
5. Les négociations avec les organisations internationales.

## **I. THEMES PROPOSES :**

### **Thème 1 : Liberté économique et croissance**

**Responsable : Pr Mohamed HADDAR, Directeur du PS2D**

Dans le cadre de ce forum, le laboratoire Prospective, Stratégies et Développement Durable (PS2D) de la FSEG Tunis, organise une session sur le thème "Libertés économiques et croissance".

Plusieurs travaux ont établi les effets bénéfiques de la liberté économique sur la croissance économique. D'autres auteurs, comme Milton Friedman dans son ouvrage « Capitalisme et liberté », ont montré que la liberté économique est indissociable de toute liberté. L'Indice de Liberté Economique (2012) édité par l'*Heritage Foundation* et le *Wall Street Journal* classe les pays du monde selon le niveau de liberté économique qui y règne. Plus le pays est économiquement libre, plus sa note est proche de 100.

#### **Sous thèmes :**

- La protection constitutionnelle de l'État de droit : le respect des droits de propriété et l'absence de corruption ;
- l'efficacité des mesures de régulation économique : la liberté d'entreprendre et la liberté du travail ;
- l'existence de marchés libres : la liberté du commerce, la liberté de l'investissement et la liberté financière.

### **Thème 2 : Quelle politique industrielle au service d'un développement équilibré ?**

**Responsable : Pr Sofiane GHALI, Directeur ESSEC**

Dans le cadre de ce forum, l'ESSEC Tunis organise une session sur le thème "Quelle politique industrielle au service d'un développement équilibré ?".

L'objet de ce thème est de conduire une réflexion sur la place et le rôle de la politique industrielle dans la conduite d'une stratégie de développement qui assure un équilibre à la fois sur le plan spatial, économique et social.

#### **Sous thèmes**

- L'insertion des territoires dans la compétition internationale en se centrant sur leurs avantages comparatifs spécifiques (ressources naturelles, patrimoine naturel, culturel et historique, savoir-faire, etc.) ;
- Le renouvellement des avantages comparatifs nationaux en se positionnant sur des secteurs industriels stratégiques (biotechnologies, énergies, TIC) ;
- La promotion et le soutien à l'innovation dans une perspective territoriale ;

- La politique d'aménagement du territoire au service du développement industriel et le rôle des collectivités locales ;
- L'interaction entre administration publique, universités, centres de recherche, secteur financier et entreprises privés, ...

### **Thème 3 : Financement de l'économie**

**Responsable : Pr Samir GHAZOUANI, PS2D**

Dans le cadre de ce forum, le laboratoire Prospective, stratégies et développement durable (PS2D) de la FSEG Tunis, organise une session sur le thème "Financement de l'économie".

Plusieurs pays enregistrent un accroissement important des besoins de financement de l'économie pour la relance de la croissance et l'accélération de l'investissement dans les secteurs productifs, les infrastructures et les équipements collectifs. Dans ce contexte, l'économie nationale se trouve confrontée à un double handicap ; d'une part une épargne insuffisante et d'autre part l'exacerbation des conditions de mobilisation des ressources du financement externe.

#### **Sous thèmes**

- Mobilisation des ressources d'épargne nationale;
- Mobilisation des ressources financières extérieures sous forme d'emprunts ou d'investissements directs étrangers;
- Persistance de l'instabilité des marchés financiers internationaux;
- Les performances du système financier au plan national.

### **Thème 4 : Inégalités spatiales**

**Responsables : Pr Mohamed AYADI et Pr Abderrahmane EL LAHGA**

L'Unité d'Analyse Quantitative Appliquée (U.A.QU.AP) à l'ISG de Tunis organise une session spéciale, dans le cadre du Forum, traitant du thème **Inégalités Spatiales**.

L'examen des principaux indicateurs de bien-être montre que la Tunisie a réussi à améliorer les principaux indicateurs de bien-être de la population et réduire significativement le taux de pauvreté. Toutefois, les progrès réalisés à l'échelle nationale cachent souvent d'importantes disparités régionales. L'accès aux services publics, l'emploi,..., est demeuré significativement inégal entre les régions. L'une des priorités majeures de la Tunisie dans cette période post-révolution est de réduire ce type d'inégalités tout en accélérant les conditions de vie de la population.

Dans le cadre de cette session nous sollicitons des recherches originales portant (à titre indicatif) sur:

- Mesure de l'ampleur des inégalités monétaires et non monétaires;
- Cartographie des inégalités spatiales;
- Déterminants des inégalités;
- Analyse comparative des inégalités spatiales dans la région MENA.

### **Thème 5 : Microéconomie appliquée**

**Responsable : Pr Mohamed GOAIED**

Le **Laboratoire d'Economie et de Finance Appliquée (LEFA)** à l'IHEC Carthage organise une session spéciale dans le cadre du forum dédiée aux analyses micro-économétrique. Dans le cadre de cette session nous sollicitons des recherches originales portant (à titre indicatif) sur:

- Econométrie de la demande;
- Analyse de l'offre et la demande du travail;
- Finance d'entreprise et des marchés.

### **Thème 6 : Gouvernance et croissance**

**Responsable : Pr Karim BEN KAHLA, Directeur**

Dans le cadre de ce forum, l'ISCAE Tunis, organise une session sur le thème "Gouvernance et croissance".

Les problèmes de gouvernance, de transparence et de responsabilisation, publiques et privées, ont fortement handicapé le développement économique, social et humain en Tunisie, en constituant des entraves à l'investissement et en réduisant la capacité du pays à optimiser l'utilisation de ses ressources et à améliorer davantage les conditions de vie des citoyens. Ils ont par ailleurs engendré des situations intenable d'injustice et d'exclusion sociale et régionale. L'impact négatif de ces défaillances était d'autant plus grand que les problèmes de gouvernance avaient des origines politiques profondes plutôt qu'administratives, liées à l'absence de démocratie et de participation active des citoyens dans le processus de décision, au manque de transparence et la forte centralisation qui caractérisaient ce processus.

### **Thème 7 : Commerce international et croissance**

**Responsable : Pr Mahmoud BEN ROMDHANE**

Les politiques d'intégration mises en œuvre par certains pays ont eu un impact positif important sur l'investissement étranger et l'exportation. Cependant, le niveau et la structure de la croissance générée par cette intégration n'ont pas permis de résorber les flux croissants des demandeurs d'emplois.

Pour ces pays, l'accélération de la croissance à travers l'accroissement de l'investissement et des exportations nécessitera des réformes majeures au niveau de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et du secteur financier, ainsi qu'un effort d'investissement important en infrastructure. Mais elle exigera en même temps l'approfondissement de l'intégration à l'économie mondiale selon une approche globale favorisant la compétitivité de tous les secteurs économiques à travers l'accroissement de la productivité et ouvrant des perspectives plus importantes pour augmenter l'investissement et développer les exportations.

### **Thème 8 : Emploi et croissance**

**Responsable : Pr Mongi BOUGZALA, Directeur de l'UR "MTPE" et Pr Ahmed SALAH**

Dans le cadre de ce forum, l'Unité de recherche "Marché du Travail et Politiques Economiques" de la FSEG Tunis, organise une session sur le thème "Emploi et croissance".

Le contenu en emploi de la croissance peut être défini par le concept d'élasticité. C'est un indicateur permettant de comparer les performances des pays en termes de créations d'emplois et d'évaluer la « réactivité » de l'emploi à la croissance économique. Une autre

manière d'appréhender l'évolution du contenu en emploi de la croissance, consiste à comparer les gains de productivité apparente du travail et la croissance économique. Lorsque cette dernière est supérieure à celle de la productivité, elle s'accompagne de créations d'emplois. En revanche, si la croissance n'est pas suffisante au regard des gains de productivité, l'on assiste à une destruction nette d'emplois.

## **Thème 9 : croissance et le développement des entreprises dans un contexte géostratégique mondialisé**

**Responsable : Pr Abderrazak ZOUARI (Directeur ECSTRA) et Pr Hafedh BEN ABDENNEBI.**

Dans le cadre du forum de l'ASECTU de 2013, le Laboratoire de Recherche « EConomie et STRatégies des Affaires » (ECSTRA - LR11ES21- IHEC de Carthage) organise une session sur le thème de « la croissance et le développement des entreprises dans un contexte géostratégique mondialisé ».

Les stratégies de croissance et de développement des entreprises ont fait l'objet de multiples travaux théoriques et empiriques, d'une part, et d'un intérêt accru du milieu des affaires, d'autre part.

L'objectif de cette session consiste à débattre des différentes modalités de croissance organique (augmentation des ventes en volume et/ou en prix, en rapport avec l'amélioration de la qualité), de croissance interne (formation du capital humain, acquisition d'une nouvelle technologie, innovation, ...), de croissance externe (fusions-acquisitions, prises de contrôle), de croissance contractuelle (alliances, joint-ventures, franchises, ...), mais aussi de recentrage ou de diversification, d'externalisation ou d'intégration, qui constituent d'autres facettes du développement des entreprises dans un contexte géostratégique mondialisé.

### **Sous thèmes (à titre indicatif) :**

- Stratégies de croissance organique, interne, externe et contractuelle des entreprises dans un contexte économique mondialisé.
- Développement dynamique et management stratégique des organisations pour une meilleure compétitivité sur le marché international.
- Modernisation et renforcement du système financier dans l'optique de satisfaire les défis financiers de la croissance et du développement des entreprises.
- Stratégies de croissance organique, interne, externe et contractuelle des entreprises dans un contexte économique mondialisé.
- Développement dynamique et management stratégique des organisations pour une meilleure compétitivité sur le marché international.
- Modernisation et renforcement du système financier dans l'optique de satisfaire les défis financiers de la croissance et du développement des entreprises.

## **Thème 10 : Les politiques monétaires face à la crise**

**Responsable : Pr Moez LABIDI (EAS – FSEG Mahdia)**

Dans le cadre du forum de l'ASECTU, l'EAS (Economie Appliquée et Simulation) de la FSEG de Mahdia organise une session sur la gestion des crises par les banques centrales. La multiplication des crises (subprimes, dette souveraine européenne, « printemps arabe », ..) suscitent un certain nombre d'interrogation : Quelle efficacité pour des politiques de relance

monétaire (baisses de taux, injections de liquidités) si la croissance demeure atone ? Quelle crédibilité pour les stratégies de sortie de crise ?

Ces questions, seront abordées par des contributions portant sur les thèmes suivants :

- Efficacité des politiques monétaires face à la crise
- Crises financières et grippage des canaux de transmission de la politique monétaire
- Politiques monétaires conventionnelles / politiques monétaires non conventionnelles
- Banques centrales et instabilité financière
- Inflation targeting / instability targeting
- Banques centrales et stratégies de sortie de crise (exit stratégies)

### **Thème 11 : Le développement durable comme vecteur pour relever les grands défis de la Tunisie ?**

**Responsables : Pr Nouri CHTOUROU, Pr Abdelkader CHAABANE et Pr Rochdi FEKI (URED- FSEG Sfax)**

Le problème de la conciliation entre la croissance économique et le développement durable a fait l'objet de plusieurs travaux de recherches. Dans ce contexte, le développement durable est défini comme : « un mode de développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (World Commission on Environment and Development). Plusieurs pays en développement, notamment la Tunisie, connaissent des difficultés économiques et environnementales qui se répercutent sur le plan social par l'intensification des inégalités entre régions et classes de revenus.

En fait, le développement durable est considéré comme un référentiel analytique, étudiant l'interdépendance de trois domaines : économique, social et écologique. Egalement, c'est un référentiel normatif qui suppose de joindre les actions publiques et privées afin de garantir les équités intergénérationnelles et intergénérationnelles (Rumpala, 2003).

L'objectif de cette session est de débattre comment le développement durable peut représenter un véhicule pour la relance économique et d'analyser dans quelle mesure ce mode de développement durable ouvre une perspective efficace pour relever les défis.

Pour cela, les différentes contributions dans le cadre de cette session porteront sur les sous-thèmes suivants :

- ✓ La croissance économique durable : une voie de relance de l'économie tunisienne.
- ✓ Les grands défis de l'économie tunisienne
- ✓ Le développement durable et la lutte contre la montée des inégalités.
- ✓ Les facteurs institutionnels comme articulation de la croissance économique et du développement durable.
- ✓ Le développement durable et le progrès technologique.
- ✓ Le développement durable et les limites de la croissance non verte.
- ✓ Le développement durable et la réduction des risques majeurs.

## **Thème 12 : La microfinance : un outil au service du développement soutenable local ?**

**Responsables : Pr Sonia GHORBEL-ZOUARI (ISAAS), Pr Anis JARBOUI (directeur ISAAS)**

La microfinance fait aujourd'hui l'objet d'une large attention de la part des acteurs du développement dans la lutte contre la pauvreté. Beaucoup de travaux ont justifié l'importance de la microfinance par son impact positif sur l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Celle-ci recouvre aujourd'hui des institutions de nature très diverse. Le succès de certaines institutions de microfinance (IMF), la logique de développement de l'initiative privée qu'elles permettent de promouvoir, ont séduit les bailleurs de fonds, et un consensus large s'est établi autour de la microfinance comme levier du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Cet intérêt porté à la microfinance en tant qu'outil au service du développement soutenable local vient d'être ravivé par les révolutions du printemps arabe. Ces pays n'arrivent malheureusement pas à se démarquer de leur carcan qui n'est autre que le mal développement avec ces corollaires: les inégalités, la pauvreté donc les exclusions à la fois économiques et sociales, l'insécurité alimentaire, et le chômage de la jeunesse etc. A tel point qu'on a vu des milliers de jeunes fuyant la misère au péril de leur vie s'échouant dans des embarcations de fortune aux portes de l'Europe.

Et justement, l'objet de cette session est de montrer que malgré son "aura" médiatique et politique, la microfinance est aujourd'hui questionnée, et de contribuer au débat controversé sur la capacité de la microfinance, dans sa diversité, et sous contrainte de pérennisation, à répondre à l'ampleur des besoins de financement des ménages et à favoriser un développement soutenable local dans un contexte de libéralisation?

## **Thème 13 : Économie verte, développement régional et gouvernance locale**

**Responsable : Pr Abdallah AKARI (Laboratoire de Recherche en microéconomie appliquée - LARMA/ FSEGT)**

L'économie mondiale est à la croisée des chemins. En effet, les modèles de croissance adoptés depuis la Seconde Guerre mondiale fondés essentiellement sur une société de consommation sont aujourd'hui dans une impasse économique et financière. S'ajoutant à cela de nouveaux problèmes liés notamment à la détérioration de l'environnement qui hypothèque dangereusement la croissance économique et le bien-être des sociétés et des individus. Pour couronner le tout, on a pris conscience réellement mais tardivement, après la révolution, des enjeux économiques, sociaux et politiques du développement des régions défavorisées en Tunisie.

L'objectif principal de la session spéciale proposée par le LARMA est de voir dans quelle mesure un nouveau modèle de croissance fondé sur le paradigme de l'économie verte peut contribuer à relancer l'économie tunisienne, à aider les régions les moins développées à rattraper leur retard et à s'intégrer dans l'économie nationale et mondiale. De même, nous nous interrogeons sur le rôle des politiques publiques locales et de la gouvernance locale dans le développement économique local et régional.

### **Sous thèmes**

- Économie verte : une voie vers le développement économique ;

- le rôle de l'économie verte comme moteur de sortie de crise ;
- L'économie verte en Tunisie et dans les pays en développement ;
- L'économie verte pour le développement régional ;
- Les enjeux du développement régional en Tunisie ;
- Politiques publiques locales et attractivité des territoires ;
- Développement local et gouvernance locale dans la Tunisie post révolution ;
- Énergies renouvelables et croissance économique.

## **II. ECOLE DOCTORALE**

La septième Ecole doctorale sera organisée parallèlement à ce colloque. L'objectif sera de permettre des échanges scientifiques et intellectuels, entre les doctorants eux-mêmes et avec les professeurs des universités. Cette école doctorale permettra aussi d'apporter une ouverture internationale pour les chercheurs des pays du Sud, notamment dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des Établissements d'Enseignement Supérieur ou Centres de recherche, en particulier par la promotion des cotutelles de thèses. Elle se déroulera sous la forme 1) d'ateliers de formation et 2) de présentation des travaux de thèse sur le sujet choisi par le doctorant.

Deux structures ont manifesté le souhait d'organiser cette école à savoir :

1. ED de l'ESC dont le Directeur est Jamal Eddine CHICHTI
2. La FSEG Sousse dont le Doyen est Mohamed Lamine HAMMAS

## **III. COMITE SCIENTIFIQUE**

AHMED Salah (FSEG Tunis) ; AKARI Abdallah (FSEGT) ; AYADI Mohamed (Directeur U.A.QU.AP, ISG Tunis) ; BEN ABDENNEBI Hafedh (ECSTRA, IHEC Tunis) ; BEN KAHLA Karim (Directeur ISCAE Tunis) ; BEN ROMDHANE Mahmoud ; BOUGZALA Mongi (Directeur MTPE, FSEG Tunis) ; BOUZAIANE Lotfi (IHEC Tunis) ; CHAABANE Abdelkader (URED, FSEG Sfax) ; CHICHTI Jamal Eddine (Directeur ED, ESC Tunis) ; CHKAER Samira (LEFA, IHEC Tunis) ; CHTOUROU Nouri (URED, FSEG Sfax) ; DHIF Adel (Doyen FSEG Nabeul) ; EL BEKRI Fethi (ISCAE) ; EL LAHGA Abderrahmane (U.A.QU.AP, ISG Tunis) ; FEKI Rochdi (URED, FSEG Sfax) ; GASSAB Maher (ESCT) ; GHALI Sofiane (Directeur ESSEC Tunis) ; GHARBI Néjib (ESCT) ; GHAZOUANI Samir (PS2D, FSEGT) ; GOUIA Ridha ; GHORBEL-ZOUARI Sonia (ISAA Sfax) ; GOAIED Mohamed (Directeur LEFA, IHEC Tunis) ; HADDAR Mohamed (Directeur PS2D, FSEGT) ; HAMMAMI Sami (FSEG Sfax) ; HAMMAS Mohamed Lamine (Doyen, FSEG Sousse) ; JAMMOUSSI Hanène (ESCT) ; JARBOUI Anis (directeur ISAA Sfax) ; KANOUN Salem (ESCT) ; LABIDI Moez (EAS, FSEG Mahdia) ; NOURI Fethi (FSEGT) ; SBOUI Faouzi (Doyen FSEG Mahdia) ; SIDHOM Hamadi (INTES) ; ZOUARI Abderrazak (Directeur ECSTRA, IHEC Tunis)

## **QUELQUES DATES À RETENIR**

### **FORUM**

**03 Mars 2013** : Envoi du texte intégral (version préliminaire) accompagné d'un résumé d'une page et d'une biographie de cinq à 10 lignes (**INDIQUEZ LE THEME**).

**15 avril 2013** : Réponse du comité scientifique composé des responsables des différents partenaires



**6-8 juin 2013** : Tenue du IX<sup>ème</sup> colloque international et de la VII<sup>ème</sup> Ecole doctorale à Hammamet (Tunisie)

### **ECOLE DOCTORALE**

**31 mars 2013** : Envoi des projets de thèse **conformément au modèle indiqué sur le site de l'Asectu**

**15 avril 2013** : Réponse du comité scientifique

### **IV. POUR TOUTE INFORMATION**

- **Consulter nos sites** : [www.asectu.org](http://www.asectu.org);
- **Contact** : [asectu2013@gmail.com](mailto:asectu2013@gmail.com)